
SOUS LA DIRECTION DE
Katja Werthmann et Mamadou Lamine Sanogo

La ville de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso

**Urbanité et appartenances
en Afrique de l'Ouest**



**LA VILLE DE BOBO-DIOULASSO
AU BURKINA FASO**

Cet ouvrage est publié avec l'aide financière de l'Université
Johannes Gutenberg de Mayence, Allemagne

Le manuscrit de cet ouvrage a été entièrement relu et corrigé
par Claire Naveau (www.metapher.net)

Visitez notre site

KARTHALA sur Internet : <http://www.karthala.com>

Paiement sécurisé

Couverture : Dans un quartier de Bobo-Dioulasso.
Photo Katja Werthmann, 2011.

© Éditions KARTHALA, 2013
ISBN : 978-2-8111-0798-7

SOUS LA DIRECTION DE
Katja Werthmann
et **Mamadou Lamine Sanogo**

La ville de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso

**Urbanité et appartenances
en Afrique de l'Ouest**

Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris

Nous dédions cet ouvrage à la mémoire
de Pascal Labazée (1953-2010)
et de Claudia Roth (1955-2012)

Remerciements

Nous remercions le programme Point Sud financé par la Deutsche Forschungsgemeinschaft (Fondation allemande pour la recherche – DFG). Avec le soutien de ce programme, nous avons tenu un colloque international à Bamako, Mali, du 4 au 7 mars 2010.

Nous remercions tous les collègues du Centre Point Sud pour l'organisation formidable.

Nous remercions également l'Université Johannes Gutenberg à Mayence qui a soutenu la publication des actes de colloque avec une aide financière.

Deux collègues qui ont participé au colloque et qui ont contribué à cet ouvrage nous ont quittés trop tôt : Claudia Roth et Pascal Labazée. Nous dédions cet ouvrage à leur mémoire.

Katja Werthmann et Mamadou Lamine Sanogo

Introduction : identités urbaines à Bobo-Dioulasso

Katja Werthmann
Université de Leipzig

En 2010, de nombreux États africains ont fêté le 50^e anniversaire de leurs indépendances vis-à-vis des forces coloniales. Le Burkina Faso a célébré ce jubilé le 11 décembre à Bobo-Dioulasso, la seconde ville du pays. Après la Semaine Nationale de la Culture et l'inauguration de plusieurs nouveaux monuments, deux parades, civile et militaire, organisées en grande pompe se sont déroulées dans un ordre parfait. À l'occasion de cette commémoration, un nouveau quartier – les « Cités des forces vives » ou « Bobo 2010 » – est même littéralement sorti de terre ; l'aéroport a été rénové et un complexe ministériel, ainsi qu'un marché moderne de fruits et légumes ont été construits (Haberecht et Lentz 2011, Haberecht dans cet ouvrage).

Depuis 2007, la célébration de la Fête de l'Indépendance est organisée chaque année tour à tour par différentes villes burkinabè. Le Cinquantenaire devait avoir lieu dans une localité aussi grande que possible et disposant déjà des principales infrastructures. Koudougou, la troisième ville du pays, aurait aimé accueillir le Cinquantenaire, appuyant sa candidature par le fait qu'elle est la ville natale du premier président et « père de l'indépendance », Maurice Yaméogo. Mais finalement, c'est la ville de Bobo-Dioulasso qui a été retenue pour ses meilleures capacités touristiques (aéroport, hôtels, restaurants, etc.). Cette décision était sans doute aussi un signe de bonne volonté vis-à-vis des nombreux habitants de Bobo-Dioulasso qui ont l'impression que leur ville est systématiquement laissée pour compte par la capitale, Ouagadougou.

Ces rumeurs selon lesquelles Bobo-Dioulasso serait « délaissée » par le gouvernement font allusion à la concentration des ressources économiques et politiques dans la capitale. Alors qu'à Ouagadougou, l'équipement s'améliore d'année en année, les habitants de Bobo-Dioulasso se plaignent d'infrastructures urbaines

encore rudimentaires, en particulier de nombreuses rues en mauvais état.

Cela n'a pas toujours été le cas. Bobo-Dioulasso forme un point de jonction dans un réseau ancien de voies commerciales. Sous l'impulsion des forces coloniales, la ville s'est transformée en un important centre économique d'Afrique Occidentale Française (AOF). En ce sens, elle était déjà très tôt une ville moderne. Bobo-Dioulasso a profité de la construction d'une liaison ferroviaire avec Abidjan et de l'implantation de l'industrie. Au moment de son indépendance, elle était une métropole moderne qui attirait de nombreuses populations des pays avoisinants.

Pour les « Ouagalais », c'est la « paresse » des « Bobolais » qui serait à l'origine du manque de dynamisme économique et de l'état délabré des infrastructures urbaines. Les tournées de thé entre jeunes hommes (*grins*), typiques de Bobo, seraient emblématiques de cette soi-disant oisiveté. Certains employés de la municipalité, qui ne sont pas originaires de Bobo-Dioulasso, partagent cette opinion : « Le discours des responsables municipaux renvoie toujours au même stéréotype que la population bobolaise serait 'paresseuse', 'indisciplinée' et 'incivique' » (Bouju 2010 : 167). Inversement, les habitants de Bobo-Dioulasso critiquent leur municipalité, qui, selon eux, n'assumerait pas ses obligations, distribuerait en sous-main des terrains communaux et détournerait les deniers publics.

Ce lieu commun sur la supposée passivité des Bobolais (contrastant avec les habitants de la « ville rebelle » de Koudougou, Hilgers 2010) a été mis à mal par les événements de février 2008, quand l'augmentation des produits de première nécessité (« la vie chère ») a entraîné pendant des jours des protestations et des affrontements dans les rues de Bobo-Dioulasso. De telles différences de dynamiques et d'appréciations mettent avant tout une chose en relief : que toute étude sur l'urbanisation et l'urbanité doit absolument tenir compte du fait qu'aucune ville ne ressemble à une autre (Berking et Löw 2008). Même au Burkina Faso où il n'y avait pas des villes anciennes, les mécanismes que l'on qualifie généralement d'urbanisation, de modernisation, de développement, etc. ne conduisent pas à une homogénéisation des modes de vie et de l'économie. Ouagadougou et Bobo-Dioulasso se distinguent l'une de l'autre par leur histoire, leur composition démographique, leur urbanisme, leurs ressources économiques, leurs éléments sociocul-

turels, etc. Leurs habitants s'identifient en tant que « Ouagalais » ou « Bobolais ».

Mais qui sont exactement ces « Bobolais » ? Se caractériser soi-même comme Bobolais ou bien être caractérisé comme tel par d'autres est un élément d'identité urbaine. Au sein de la communauté urbaine « imaginaire » ou « symbolique » ainsi constituée (Anderson 1983, Hunter 1974), les éléments déterminants pour pouvoir jouir de la reconnaissance sociale ou accéder aux ressources matérielles et immatérielles varient selon les situations. Cet ouvrage aborde plusieurs niveaux et aspects d'appartenance à l'intérieur de l'espace urbain de Bobo-Dioulasso. Les chapitres réunis dans ce recueil éclairent différents éléments contribuant à l'identité urbaine. Dans les débats publics ou les conflits opposant les populations, il s'agit p. ex. de la classification ethnique, politique ou religieuse, de l'âge, du sexe, de l'appartenance à une génération, sans oublier la catégorisation des habitants entre les groupes implantés de longue date et les « étrangers ».

Les contributions de cet ouvrage se penchent sur la place historique et économique de Bobo-Dioulasso dans la région, sur les transformations coloniales et postcoloniales, ainsi que sur certaines catégories ou groupes sociaux (Bobo, Zara, Dioula, musulmans, guerriers, commerçants, jeunes hommes, femmes politiques ...) et montrent que l'urbanité et l'appartenance sont des processus dynamiques dans lesquels divers éléments sont déterminants selon la situation sociale ou historique.

Études sur les villes du Burkina Faso

Ouagadougou et Bobo-Dioulasso existaient déjà en tant que centres politiques et économiques importants avant l'arrivée des Français. Elles se sont développées depuis en métropoles dans lesquelles la population augmente à une vitesse croissante. Historiens, géographes et ethnologues se sont intéressés à Ouagadougou. Fourchard (2001) a comparé les différents développements de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso à l'époque coloniale. Skinner (1974) a dépeint la transformation de Ouagadougou en cité moderne au moment de la transition entre l'époque coloniale et postcoloniale. Jaglin (1995) a étudié les conséquences du lotissement, de

l'urbanisme et de la réforme administrative. Drabo (1993) et Dévérin-Kouanda (1997) ont débattu de l'architecture urbaine et de la structure sociale. Mazzocchetti (2009) a décrit la vie des étudiants de l'Université de Ouagadougou¹.

Les villes burkinabè de petite et moyenne importance ont déjà, elles aussi, fait l'objet d'études. C'est le cas de Banfora (Goislard 1997, Ouédraogo 1997a), Diébougou (Gensler 2004, Werthmann 2004), Dori (Ouédraogo 1997b), Ouahigouya (Ganne 1986, Ganne et Ouédraogo 1997) et Ziniaré (Laurent et al. 2004, voir également Comparoré 1993, Ouédraogo 1991). Les thèmes les plus fréquents y sont le droit foncier, le lotissement et la politique locale. Dans plusieurs localités (p. ex. à Banfora, Diébougou, Ouahigouya), des conflits entre « autochtones » et « allogènes » ont éclaté ou se sont aggravés à la suite de la réforme du droit foncier et de la décentralisation – la définition et le statut d' « autochtone » restant du reste contestés.

La commune de Bobo-Dioulasso, qui couvre une superficie de 160 000 ha, est située à l'ouest du Burkina Faso sur l'axe Ouagadougou-Abidjan. Chef-lieu de la province du Houet et de la région Hauts-Bassins, Bobo-Dioulasso est la seconde ville du Burkina Faso et se trouve à environ 360 km de Ouagadougou. Son tissu industriel couvre les domaines de l'agro-alimentaire, de l'agro-industrie, de la mécanique et de la métallurgie, de la chimie et ses dérivés, ainsi que deux unités de production d'eau minérale du Burkina (Commune de Bobo-Dioulasso 2007).

Depuis l'ère coloniale, administrateurs, missionnaires, voyageurs et d'autres ont mené des recherches dans la région de Bobo-Dioulasso. Plusieurs études ont été consacrées à l'histoire et au développement de la ville (Sanou et Sanou 1994, Fourchard 2001, Fourchard 2003a, Fourchard 2003b, Reinwald 2005, Sanon 1973, Sanon 1994, Sanou 1991, Sanou 1996, Sanou 2005, Sanou 2010, Tiendrebeogo 1979, van Wettere-Verhasselt 1969). Bravmann (1975, 1977) a analysé la signification et la forme des cérémonies mortuaires et des danses de masques dans l'espace urbain. Les ac-

1. Voir aussi Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale (1995), van Dijk (1985), Roost Vischer (1997), Fournet *et al.* (2008), Otayek (1999), Traore (2005).

tivités économiques des femmes (p. ex. dolotières, marchandes de légumes, serveuses de bar) et les relations entre les sexes ou entre les générations ont été étudiées par Bantenga (2004), Bohmer (1978, 1980), Bosch (1983), Freidberg (1995, 1997, 2001), Ouédraogo (1995) et Roth (p. ex. 1996, 2005, 2007, 2008, 2010). Des groupes interdisciplinaires se sont penchés sur le développement socioéconomique de Korhogo (Côte d'Ivoire) et de Bobo-Dioulasso sous l'influence de la décentralisation (Fauré et Labazée 2002a), sur les conceptions culturelles, les pratiques sociales et les enjeux institutionnels de la propreté urbaine à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (SHADYC-GRIL 2002) ou encore sur la société civile et la gouvernance communale à Bobo-Dioulasso et à Bamako (Bouju et al. 2004, Bouju 2008, 2010). Les habitudes de consommation et les styles de vie urbains ont été abordés par Debevec (2008), Freidberg (2003) et Reinwald (2007). Les enquêtes menées sur la littérature orale et la langue urbaine ont démontré l'importance croissante du dioula comme facteur d'intégration (Giray-Saul 1989, Giray 1996, Keita 1990, Sanogo 2000). Plusieurs auteurs ont consacré des études à la place de l'islam dans différents groupes de population (Quimby 1972, 1979, Traoré 1984, 1996, 2005, Werthmann 2008, 2011, Werthmann à paraître).

Si de nombreuses études ont déjà été réalisées ou consacrées à Bobo-Dioulasso dans diverses disciplines, jusqu'à présent elles faisaient rarement référence les unes aux autres. Cet ouvrage collectif sur Bobo-Dioulasso y remédie en réunissant les contributions d'ethnologues, d'historiens, de linguistes et d'économistes. Cette publication est le fruit d'un colloque qui s'est tenu en mars 2010 au Centre Point Sud de Bamako (Mali) entre chercheurs et chercheuses sur Bobo-Dioulasso et qui leur a permis de discuter de leurs travaux et de réfléchir sur les résultats de leurs recherches, selon un catalogue de questions déterminées : « Quelles informations sur les appartenances sociales et culturelles dans le Bobo-Dioulasso précolonial et colonial trouve-t-on dans les archives, dans les œuvres publiées ou non publiées et dans les traditions orales ? Comment interpréter ces informations dans leur contexte historique ? Quel rapport y a-t-il à Bobo-Dioulasso entre les appartenances et les identifications sociales et culturelles et la rivalité pour les ressources matérielles et immatérielles ? Quelles sont les différences sociales déterminantes pour accéder à certains métiers,

occupations, réseaux sociaux ou pour en être exclus ? Quelles conséquences les contraintes économiques ont-elles sur le revenu individuel, les relations de couple ou les rapports entre les générations ? Dans quelles situations l'origine commune ethnique, régionale ou sociale, la langue, le style de vie sont-ils significatifs (ou pas) ? À qui 'appartient' la ville lors des débats publics ? ».

Cette perspective comparative et interdisciplinaire ne cherche pas seulement à approfondir les connaissances sur une ville particulière d'Afrique de l'Ouest, mais à contribuer sur un plan général à une meilleure compréhension de la façon dont l'urbanité se constitue en Afrique.

Urbanité

Généralement, l'urbanité englobe les éléments urbanistiques, fonctionnels, socioculturels et socioéconomiques d'un environnement « typiquement citadin ». D'après la définition classique de Louis Wirth (1938 : 40), la ville est une « cité relativement grande, dense et durable dans laquelle vivent des individus socialement hétérogènes ». Dans le langage courant, « urbain » est avant tout le contraire de « rural ». Dans de nombreux pays européens, le contraste entre ville et campagne s'est estompé. En Allemagne ou en France, la plupart des voies de circulation sont asphaltées, y compris en zone rurale, et les habitants des villages disposent normalement eux aussi de l'électricité et de l'eau courante dans leurs maisons, ainsi que d'une école et d'assistance médicale à proximité. Dans le Burkina Faso rural, ces infrastructures n'existent pratiquement pas. C'est pourquoi l'idée de « ville » y est généralement indissociable de l'existence d'infrastructures. D'autre part, la ville est perçue comme le lieu de « civilisation » et de « modernité » par opposition à la campagne. Est citadin celui qui maîtrise le « savoir-vivre » citadin et cultive un style de vie urbain reconnaissable à l'habillement, à la langue, au comportement et aux habitudes de consommation. Celui qui ne remplit pas ces critères d'urbanité est taxé ironiquement de VDV « Venu Directement du Village » (Hilgers 2009 : 135-179).

Avant l'arrivée des Français, Sia (l'ancien nom de Bobo-Dioulasso) englobait déjà des populations socialement, culturellement et

linguistiquement hétérogènes (cultivateurs, dolotières, guerriers, commerçantes, artisans, érudits coraniques) en partie originaires d'autres régions de l'Afrique de l'Ouest. La colonisation amorça un processus d'urbanisation au sens occidental du terme : industrialisation, urbanisme selon les modèles occidentaux, construction d'infrastructures adaptées aux besoins européens, ainsi que de nouvelles formes d'éducation, d'activités et de modes de vie pour les populations africaines sous l'influence des missionnaires catholiques (Sanou 1994).

Dans un premier temps, ce sont surtout les personnes qui avaient séjourné en Europe ou dans d'autres grandes villes de l'AOF (Afrique Occidentale Française) dans le cadre de leurs études, de travaux forcés ou du service militaire qui adoptèrent ces nouveaux modes de vie urbains. Après la Première et la Seconde guerre mondiale puis la guerre d'Indochine, beaucoup d'anciens combattants ne retournèrent pas dans leur village d'origine mais s'installèrent à Bobo-Dioulasso. En ville, ils pouvaient toucher leur pension, envoyer leurs enfants à l'école ou avoir accès à des biens de consommation ou à des activités de loisir qui correspondaient à l'image qu'ils se faisaient d'eux-mêmes : « Munis d'un certain pouvoir d'achat, (...) ils firent monter le chiffre d'affaires des maisons de commerce françaises et libanaises où ils achetaient nombre d'articles tant de première nécessité – pain, boissons alcoolisées, produits d'hygiène – que de demi luxe – tissus, vêtements et chaussures importés » (Reinwald 2007 : 192-93). Beaucoup d'entre eux s'établirent dans les quartiers de Sikasso-Cira et Bolomakoté². En 1960, on recensait respectivement dans ces deux quartiers la plus forte concentration de bars (Sikasso-Cira : 11 pour 27 en tout) et de dolotières (40 pour 130 en tout) sur toute la ville (Fourchard 2001 : 206). Dans ces nouveaux lieux de « sociabilité masculine » (Fourchard 2001 : 205), « une urbanité de type particulier » (Reinwald 2007 : 199) s'établit. Les anciens combattants devinrent des « cita-

2. En 1929, le village de Tounouma (correspondant à l'actuel centre-ville) fut rasé et ses habitants expulsés. Tous ne furent pas relogés dans le nouveau quartier Tounouma (à 3 km au nord-est du centre-ville) ou dédommagés. Certains d'entre eux fondèrent le quartier Bolomakoté (du Dioula: *m'bolo mako te* = la chose n'est pas dans ma main, « je n'ai pas le choix ») entre le camp militaire, la prison civile et Kwinima (Fourchard 2001 : 161-170).

dins au futur », au sens où ils furent souvent les premiers à introduire dans leur entourage une certaine modernité, que ce soit des objets (comme la bicyclette, la machine à coudre) ou des habitudes (comme l'hygiène ou la façon de s'habiller, voir aussi Hanke 2004). Leurs enfants bénéficièrent d'une éducation scolaire formelle et choisirent de préférence des professions « modernes » dans l'industrie ou l'administration publique.

À l'époque coloniale, ces précurseurs d'une classe moyenne africaine émergente, cultivant un mode de vie urbain, se trouvaient surtout parmi les anciens combattants et les employés administratifs africains. De nos jours il est considéré comme « typiquement citadin » le fait d'habiter dans une maison moderne, de disposer de certaines compétences, de biens de consommation et de signes extérieurs de richesse comme une éducation scolaire formelle, un poste dans la fonction publique, des véhicules motorisés, un téléphone portable ou l'accès à internet. Mais pour biens des Africains qui quittent leur village dans l'espoir d'une vie meilleure en métropole, ce rêve de conquêtes matérielles ne se réalisera jamais.

Appartenances

Selon Wirth (1938), une caractéristique de l'urbanité est la « segmentation des relations humaines ». Les habitants des villes vivent simultanément dans plusieurs mondes (famille, profession, loisirs, etc.) et beaucoup de leurs contacts quotidiens seraient fugitifs et superficiels. La fluctuation et la mobilité des villes mèneraient à une « dépersonnalisation ». Cette thèse a été critiquée par la suite : on peut bien en effet en ville aussi nouer des liens sociaux étroits et durables. Dans les métropoles nord-américaines précisément, dans les quartiers d'immigrants par exemple, on a observé comment un sentiment communautaire pouvait émerger et aboutir à une identification avec l'espace physique partagé collectivement. Il était même possible de conserver ce sentiment d'appartenance à un quartier particulier, alors que la composition démographique du quartier s'était modifiée : il s'était formé des « communautés symboliques » (Hunter 1974).

De nombreux citoyens s'identifient avec la ville dans laquelle ils vivent et se démarquent ainsi non seulement de la population rurale, mais aussi des habitants d'autres villes. L'identification avec une certaine ville devient un élément d'identité individuelle et collective. Une telle identification reste pourtant situationnelle et peut viser selon les circonstances à l'inclusion ou à l'exclusion.

Citant l'exemple de Koudougou, la troisième ville du Burkina Faso, Hilgers (2009) montre comment un « collectif d'appartenance » s'y est créé. En dépit de différences socioculturelles internes et de luttes politiques, un sentiment d'appartenance s'est formé entre les « Koudougoulois ». Ce sentiment se nourrit entre autres de l'histoire précoloniale de la ville, de son importance politique sur le plan national en tant que ville natale du premier président, Maurice Yaméogo, et siège principal du parti d'opposition ADF/RDA, mais aussi d'une certaine image collective de soi comme citoyen : « Être de Koudougou, c'est être urbain, mais c'est également être lié à l'histoire collective et, plus précisément, avoir l'aptitude à mobiliser les facettes de son identité qui en témoigne » (Hilgers 2009 : 373).

Cette mobilisation est particulièrement vive quand il s'agit du lotissement. Certains groupes de population recourent alors à leur statut de « primo-arrivants » pour faire valoir avec plus ou moins de succès leurs prérogatives sur les terrains urbains (Sanou 2010). À Bobo-Dioulasso comme ailleurs, on joue la carte de l'antériorité ou de l'âge (séniorité) pour légitimer ses exigences, ce qui se manifeste par des interprétations divergentes de l'histoire de la ville ou de ses implications politiques et rituelles. Dans un tel contexte, l'« autochtonie » devient un « élément structurant l'espace social » (Ouedraogo 1997a : 48), voire même un « capital » : « Dans l'univers urbain moderne, la compétition pour l'accès aux positions dominantes, à l'emploi, à la terre et aux biens de consommation renforce, y compris sous des formes 'réinventées', les mécanismes traditionnels d'alliance, les réseaux et les structures d'appartenances » (Hilgers 2011 : 156).

On peut observer les mêmes tendances à Bobo-Dioulasso. En tant que « Bobolais », on se sent désavantagé par rapport à tous les « Ouagalais ». Mais le cas échéant, la question de savoir qui sont exactement les « Bobolais » ne fait pas l'unanimité. Ici, d'autres aspects de l'appartenance viennent jouer un rôle, comme

l'identification à la ville pour les habitants implantés de longue date et le fait d'habiter dans un des quartiers anciens. C'est ainsi que des Bobo et des Zara (Bobo-Dioula) revendiquent aujourd'hui les uns et les autres la fondation de Bobo-Dioulasso et certains privilèges que celle-ci implique, ce qui alimente des querelles non seulement entre ces deux groupes, mais aussi avec d'autres ethnies et avec les autorités municipales (Sanou dans cet ouvrage). Ici comme ailleurs, bon nombre des différends et conflits actuels sur la représentation politique et les revendications du pouvoir remontent à l'époque coloniale. La formation des identités collectives actuelles est une conséquence de la politique coloniale qui privilégiait certains groupes de population et en désavantageait d'autres. La concurrence qui opposait déjà différents groupes socio-professionnels (agriculteurs, commerçants, guerriers, érudits coraniques...) avant l'arrivée des Français s'est transformée sous la domination coloniale en rivalité autour des sources de prestige et d'identité, comme p. ex. le titre de « fondateurs » de la ville. Ces revendications sont perceptibles dans l'espace public. À Kibidwe, l'un des plus anciens quartiers de Bobo-Dioulasso, deux « maisons mères » se dressent encore. Devant l'une d'elles, on peut lire sur un panneau l'inscription « Sya-kourou, la maison et l'autel du premier ancêtre bobo-madarê ». Devant la seconde maison, l'inscription d'origine « Konssasso, la maison du premier ancêtre bobo de Sya » a été remplacée en 2009 par « Konsa ou maison mère, première maison de l'ancêtre bobo, fondateur de Sya, construite au XI^e siècle ». L'ajout sur la seconde plaque du mot « fondateur » et d'une date historique reflètent ces disputes continues autour des appartenances et les prérogatives qui y sont liées.

Dans ces rivalités s'expriment de vieilles prétentions à certains privilèges ou à certaines positions d'autorité qui ont pris une connotation ethnique sous la domination coloniale. Plus récemment, au cours de la réorganisation de la scène politique par des réformes comme la décentralisation, l'« autochtonie » est devenue à Bobo-Dioulasso comme ailleurs un argument décisif de légitimation (cf. Lentz 2003, Geschiere 2009). On oublie que ces groupes rivaux parlent la même langue et qu'à l'époque précoloniale, ils formaient des groupes complémentaires de différents métiers et statuts, plutôt que différentes ethnies. Dans certaines publications, des popula-

tions qui coexistaient en réalité depuis des siècles sont présentés comme « ethnies fondatrices » et « migrants » (Sanou 2005 : 51).

De nombreux habitants de Bobo-Dioulasso ont aujourd'hui l'impression que, pour pouvoir participer à la vie politique, il faut appartenir à un groupe « ethnique » représenté par un « chef traditionnel ». D'où la formation de groupes d'intérêt sous une étiquette ethnique qui leur offre la possibilité de se positionner sur la scène politique. Malgré des conflits internes, les Dioula commencent, eux aussi, à s'organiser en groupe d'intérêt politique et ont déjà créé une association dans ce sens (Werthmann 2011).

Si les « Dioula ethniques » ne sont pas spécialement appréciés par la population en raison de leur rôle au cours de l'histoire pré-coloniale et coloniale (v. plus bas), l'urbanisation de Bobo-Dioulasso est pourtant étroitement liée à un processus de mandé-isation³ ou « dioula-isation ». Des éléments caractéristiques de l'organisation sociale mandé – comme la distinction de couches sociales entre « hommes libres » *horon*, « esclaves » *jon* et « gens de caste » *nyamakala* – ont des répercussions sur les interactions quotidiennes. De nos jours, le dioula est la langue première ou seconde de la majorité des habitants de Bobo-Dioulasso. D'autre part, la culture populaire de Bobo-Dioulasso est fortement influencée par les immigrants d'origine malienne. C'est en effet du Mali que proviennent depuis l'époque coloniale de nombreuses importations culturelles comme le *grin* (tournée de thé de jeunes hommes), le *djandjoba* (fête accompagnée de musique et de danses à l'occasion de mariages, de baptêmes, etc.), les vêtements et les coiffures à la mode. Tandis qu'à Ouagadougou, les langues dominantes sont le français et le moré, une importante condition pour pouvoir s'implanter dans la population de Bobo-Dioulasso est d'apprendre le dioula. Selon Giray-Şaul (1989 : 43), cette « dioula-isation » est la principale caractéristique de la culture urbaine de Bobo-Dioulasso.

3. Langues mandés : famille linguistique d'Afrique de l'Ouest qui comprend environ 40 langues et entre 10 et 12 millions de locuteurs. La moitié environ parle différentes langues mandingues, dont le bambara et le dioula font également partie (Heine et Nurse 2000 : 18-20, Kastenholz 2001).

Regards sur l'histoire de Sia⁴

Avec l'arrivée de commerçants originaires du pays mandé, quelques localités le long de la voie commerciale reliant Begho (dans l'actuel Ghana) à Djenné (dans l'actuel Mali) se transformèrent en une ville de commerce connue au-delà des frontières régionales sous le nom de Sia. Cette évolution ne se laisse pas dater précisément. Bruno Sanou (1996 : 120) situe quant à lui la période de fondation de Sia « entre le X^e et le XIV^e siècle ». Par la suite (2005 : 50), il suppose que cette période aurait même déjà pu se situer entre le VI^e et VII^e siècle. Ali Moulaye (interview à Bobo-Dioulasso, 6.10.2008) renvoie à un manuscrit en arabe qui indiquerait 1442/862 comme date de fondation. Aucune de telles hypothèses ne s'appuie sur des preuves solides.

Dans le Projet de plan de développement communal (Commune de Bobo-Dioulasso 2007), il est dit : « La tradition orale soutient que les autochtones sont venus du Mandé vers 1050 pour fonder Sya ». Mais le fait que cette tradition orale sur une période si éloignée évoque une date précise calculée d'après les calendriers modernes laisse plutôt conclure que cette variante est née récemment. De fait, cette date de 1050 apparaît pour la première fois dans un article de Birahim Ciré Bâ (1930) qui l'indique prudemment comme la date approximative du départ des descendants des « ancêtres de Bobo » de Timina pour Sia⁵.

En effet nous ne pouvons même pas être certains que Sia était en place au XVIII^e siècle. Avant l'immobilité imposée par l'ordre colonial, les villages de cette zone se déplaçaient souvent. Rien de ce que nous savons de l'ethnographie et de l'histoire ne justifierait une telle spéculation chronologique. Par contre tout nous mène à penser qu'avant le XVII^e siècle cette zone présentait des caractéristiques

4. En 1997, Bruno Sanou avait déjà organisé un colloque sur l'histoire de la ville à l'occasion du centenaire de l'invasion de Bobo-Dioulasso par les Français. Malheureusement, les contributions ne furent jamais publiées.

5. Le Moal (1999: 14-17) discute des mythes et des légendes qui entourent l'origine des Bobo dans les descriptions des historiens locaux et français. Il en conclut qu'on ne saurait prouver de façon irréfutable que les Bobo aient été originaires d'un lieu déterminé (Timina) ou du Mandé.

culturelles et démographique bien différentes, sur lesquelles il serait sage de s'aventurer avec beaucoup de précaution.

L'étymologie du nom « Sia » fait, elle aussi, l'objet de plusieurs théories. Sanou (2001) en conclut qu'aucune des versions documentées par ses soins ne résiste à une analyse linguistique :

1. Sia serait le nom d'une fille du fondateur de Bobo-Dioulasso bien connue pour sa bière de mil : « Les consommateurs qui se rendaient à son cabaret disaient : *ma yaa sia birɛ* (je vais chez Sia) ».
2. Un marchand aurait dit (en dioula) à propos du lieu : « *u ka sia* (ils sont nombreux) ».
3. Sia renverrait à l'exclamation « Asia ! » d'un guerrier.
4. Sia viendrait de *siara* (paix, bonheur) et se rapporterait à une prophétie.
5. Sia aurait pour origine le nom d'une plante ou d'un bois.

De même, il est historiquement tout aussi difficile de savoir avec certitude quand et pour qui la désignation « Bobo » a été utilisée. Le Moal (1960, 1967) a énuméré les différentes appellations des groupes « Bobo » utilisées par les missionnaires, les fonctionnaires coloniaux ou les voyageurs, comme p. ex. Bobo-Oulé, Niénigué, Bobo-Gbé, Bobo-Fing ou Bobo-Dioula. Kiéthéga (1993 : 14-15) y ajoute Bobo-Mandaré et Bobo-Luo⁶. Le Moal a souligné que la plupart de ces dénominations étaient des exonymes issus du dioula qui ne correspondaient donc pas à la manière dont les groupes en question se désignaient eux-mêmes. Certains noms ne valaient que pour une variante régionale ou dialectale ou étaient dus à des erreurs de traduction. Le Moal a proposé une uniformisation des dénominations qui cherchait à s'orienter sur les groupes distinguables par leur langue et leur culture et sur leur propre désignation :

1. Bwa (au lieu de Bobo-Oulé) : cultivateurs de langue gur, religion traditionnelle
2. Bobo (au lieu de Bobo-Fing) : cultivateurs de langue mandé, religion traditionnelle
3. Zara (au lieu de Bobo-Dioula) : commerçants de langue mandé, islam

6. Il faut distinguer linguistiquement les Bobo (Mandé) et les Bwa(ba) (Gur).

Différentes appellations continuent pourtant de circuler dans la littérature et dans l'usage courant. À Bobo-Dioulasso, les dénominations « Zara » et « Bobo » ont aujourd'hui tendance à être utilisées comme ethnonymes, alors qu'elles s'appliquaient jusqu'à l'époque coloniale à des catégories socioprofessionnelles : les Zara étaient commerçants et guerriers, les Bobo cultivateurs. Il y a quelque temps, les membres de l'élite culturelle de langue bobo ont introduit la désignation Ma(n)darè, qui est censée englober Bobo et Zara⁷. C'est aussi une manière de postuler l'existence d'un « royaume bobo » (Sanou 1991 : 9, 15, Sanou 2006). Tous ces noms font l'objet de vives discussions au sein et entre les différentes populations de la ville.

Les Zara faisaient partie des populations « venues du Mandé ». On leur donna plus tard le nom de « Bobo-Dioula ». Ils s'implantèrent successivement en petits groupes parmi la population locale de langue bobo, s'adaptèrent à leur langue et à leur culture et fondèrent différents lignages. Dans certains villages, les lignages bobo et zara fusionnèrent en un seul groupe sous le même nom (Le Moal 1999 : 17-25).

Historiquement, le processus de devenir « Bobo » incluait l'incorporation d'autres groupes démographiques. Ainsi, parmi les 454 lignages que Le Moal (1999 : 12) a étudiés, 41,4% d'entre eux indiquaient être d'origine « étrangère ». Tanden Diarra (2007) confirme que près de 40% des 838 lignages qu'il a interviewés chez les Bwa affirmaient être au départ d'une autre origine « ethnique ». Ce que Tanden Diarra (2007 : 146) résume au sujet des Bo (Bwaba) au Mali est également valable pour les Bobo et bien d'autres groupes « ethniques » d'Afrique : « De multiples processus de métissage et d'intégration se sont opérés, résultant en des identités collectives nouvelles ; les frontières ethniques étaient souvent floues et circonstancielles et les systèmes sociaux, linguistiques et politiques ne coïncidaient pas forcément avec les frontières ethniques ».

7. D'après Sanou (1994 : 4), Madare serait une autodésignation de la population dite « Bobo-fing » qui signifie « je dis que ». Selon Yacouba M'Pa Sanou (2006), cette désignation serait devenue courante à partir de 1960, après l'Indépendance. Selon Kiéthéga (1993 : 14), elle serait encore plus récente.

L'histoire précoloniale de Bobo-Dioulasso est liée à celle de la ville de Kong dans le nord de l'actuelle Côte d'Ivoire. Cependant, les conditions politiques et territoriales générales des relations entre ces deux cités ont souvent changé au cours de l'Histoire, que ce soit en raison des rivalités entre descendants de Sekou et Famagan Ouattara à la fin du XVIII^e siècle, des guerres menées par Samori Touré au XIX^e siècle ou finalement de la colonisation française au tournant du XX^e siècle (Cissé dans cet ouvrage). Commerçants et guerriers de langue mandé s'implantèrent à Kong à partir du XV^e siècle. Au début du XVIII^e siècle, Sekou Ouattara parvint au pouvoir. La cité de commerce prit de l'ampleur et devint un important centre politique. Mais à la mort de Sekou Ouattara, elle éclata de nouveau en plusieurs entités de pouvoirs plus petites (Person 1984 : 276-281, Şaul 1998, 2003, Traoré 1996, Cissé dans cet ouvrage). Dans la première moitié du XVIII^e siècle, des clans de guerriers originaires de Kong portant le patronyme Ouattara commencèrent à s'implanter dans l'ouest de l'actuel Burkina Faso où ils fondèrent des garnisons ou « maisons de guerre ». De là, ils organisaient leurs razzias et leurs actions militaires (Şaul 1998, 2003 : 393-395, Traoré 1996: 256-258). Aujourd'hui, les enfants burkinabè entendent parler à l'école de l'« empire » ou du « royaume » Gwiriko que ces guerriers auraient fondé. Pourtant, ce « royaume » Gwiriko n'apparaît que depuis les années 1930 dans les écrits des historiens amateurs locaux. Mahir Şaul (1998, 2003 ; voir aussi Traoré n. d., Traoré 2007) argumente de façon convaincante que la désignation Gwiriko indiquait à l'époque précoloniale une vague direction géographique qui se rapportait non pas à une unité politique, mais à une région. Dans cette région, les rapports de force étaient marqués à l'époque par des rivalités entre différents seigneurs de guerre qui vivaient de vols et de pillages et dont les zones d'influence et les partisans disparaissaient le plus souvent à leur mort. Les seigneurs de guerre n'exerçaient pas leur domination sur tout le territoire mais préféraient contrôler les voies commerciales, des villages isolés ou regroupés et entreprendre des razzias ou des chasses à l'esclave.

Selon différentes descriptions, les Ouattara apparaissent tantôt comme des conquérants, tantôt comme des mercenaires qui faisaient payer leurs services aux Zara en pesant d'or, tantôt comme des alliés militaires qui leur « cédaient » le contrôle des villages

bobo qu'ils avaient conquis (Kodjo 2006 : 136, Le Moal 1999 : 21, n. 58, Sanon 1962, Sanou 1991 : 35, Sanou 2006, Şaul 1998 : 548, Traoré 1996 I : 252-257; propres interviews menées à Bobo-Dioulasso, Darsalamy, Kotédougou et Loto entre 2006 et 2008).

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, deux fils du fameux érudit coranique Muhammad al-Mustafa Saganogo quittèrent Kong pour venir s'installer à Bobo-Dioulasso. À l'époque, les Saganogo étaient les érudits coraniques de langue dioula les plus éminents de la région de la Volta (Wilks 1968, 2000). Les deux frères s'installèrent à Farakan (l'un des quartiers actuels de Bobo-Dioulasso) où ils érigèrent la première mosquée de la ville. Les Ouattara quant à eux fondèrent la cité de Kombougou qui correspond elle aussi à un quartier actuel⁸. Sous l'influence des Saganogo, quelques familles déjà implantées se convertirent à l'islam. Sakidi Sanou, qui avait été élevé par un Saganogo, devint lui-même un érudit reconnu. À la fin du XIX^e siècle, il fit construire la mosquée qui est devenue depuis l'emblème de Bobo-Dioulasso (Werthmann 2008)⁹.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les Ouattara et les Zara établis à Bobo-Dioulasso et dans ses environs alternèrent des périodes d'alliances et de rivalités pour contrôler les voies commerciales et le pouvoir politique. Quand l'explorateur français Binger fit halte à Kombougou en 1888, il y rencontra bien quelques Ouattara riches et influents – entre autres la « princesse » Guimbi Ouattara – mais pas un seul des puissants maîtres de guerre (Binger 1892). À l'évidence, les Ouattara n'avaient aucun contrôle sur les Zara et inversement non plus. En 1897, leurs alliances se rompirent définitivement quand les Zara décidèrent de ne pas se battre aux côtés des Ouattara et des Tiefo contre le seigneur de guerre Samori Touré.

8. Dans les familles Ouattara et Saganogo de Farakan et de Kombougou, on continue de parler aujourd'hui le *kpɔnkan*, le dioula de Kong, qui n'est pas sans difficulté de compréhension pour les locuteurs de la langue véhiculaire moderne dioula.

9. Les autres groupes musulmans implantés à Bobo-Dioulasso à partir du XVIII^e et du XIX^e siècle sont les Kassamba-Diaby, originaires de Samatiguila (Côte d'Ivoire actuelle), et les Sangaré et Sidibé, originaires de Dokuy et Barani (territoires sous domination peule dans le nord-ouest de l'actuel Burkina Faso).

À la fin du XIX^e siècle, Sia était constituée de deux villages dans lesquels vivaient des groupes (Zara) spécialisés dans le commerce et dans la conduite de la guerre.

Sia et Tunuma étaient de gros villages implantés sur la rive ouest du We qui coule en direction sud-nord. Sia se trouvait au nord, pris entre le We à l'est et le Sanyo à l'ouest (petit affluent du We). Au sud se trouvait la cité de Tunuma. Sia était divisée en trois quartiers (Donona, Kibidwe et Tigihon) (Sanou 2005 : 61, Şaul dans ce volume). En dehors de ces deux localités, la ville réunissait Farakan, Kombougou où vivaient des commerçants, et quelques villages rattachés à la ville de Bobo-Dioulasso depuis la période coloniale (Bindougoussou, Dogona, Kwinima).

Contrairement à la population paysanne, les habitants de Sia et de Tunuma étaient des guerriers, des commerçants et des artisans d'origines hétérogènes qui avaient commencé à former des lignages au XVIII^e siècle, ce qui s'était répercuté dans la composition des généalogies de différentes « maisons ». Les contradictions qui apparaissent dans les généalogies reflètent des rivalités internes et une réinterprétation des événements historiques. Si l'organisation politique polycentrique permettait des alliances stratégiques avec différents groupes, p. ex. avec les Ouattara de Kong, elle empêchait aussi la création d'une unité politique et territoriale supérieure (Şaul dans ce volume).

Le 25 septembre 1897, les troupes françaises envahirent Sia et Tunuma. Selon une version zara des événements, les Zara auraient en fait voulu se rendre pacifiquement, mais c'est la ruse d'un Ouattara qui aurait amené les Français à ouvrir le feu sur la ville. Le bâtisseur de la mosquée, Sakidi Sanou, et le chef de guerre Zélélou Sanou perdirent la vie dans l'attaque (Barro, Sanon n. d., Sanon 1962, Sanou 1991: 37, Sanou 1994: 60-61, interviews d'Ali Moulaye Traore et al., 14.11.2006, Bakondé Ouattara, 26.9.2007). Depuis ce drame, les Bobo et les Zara considèrent les Ouattara comme des « traîtres ».

Les Français érigèrent à l'ouest du We un quartier administratif qui devint le centre du Cercle de Bobo-Dioulasso. Ils désignèrent des seigneurs de guerre ouattara chefs de canton, chefs de groupements et chefs de village. Ceux-ci profitèrent de leurs positions pour s'approprier d'autres pouvoirs et pressurer la population (Sanou 1991, Şaul 1998: 569, Quimby 1972 : 170-194). De 1898 à

1904, Sia était le chef-lieu du Deuxième Territoire militaire du Haut-Sénégal et du Niger. En 1904, les forces coloniales françaises rebaptisèrent la ville Bobo-Dioulasso. En 1906, un grand camp militaire fut mis en place. Les premiers lotissements eurent lieu en 1911¹⁰. En 1919, les Français créèrent la colonie de Haute-Volta et firent de Ouagadougou son siège de l'administration.

Contrairement à ce que les Français avaient espéré, le pouvoir des chefs de canton Ouattara ne contribua en rien à « pacifier » la région, comme le révélèrent les événements des années 1915 et 1916. Différents groupes de population du Cercle de Bobo-Dioulasso se soulevèrent en effet contre le gouvernement colonial et ses représentants locaux et leur lutte eut par intermittence un indéniable succès (Şaul et Royer 2001). Une des retombées de cette guerre anticoloniale fut l'éviction des Ouattara, que les Français considéraient désormais comme des usurpateurs et qu'ils remplacèrent peu à peu par des « chefs indigènes »¹¹.

Cette réorganisation n'empêcha pourtant pas de nouveaux abus de pouvoir de la part des chefs nouvellement désignés (Sanou 1994: 64-65). Ainsi, la nomination de Souro Kognagami Sanou¹² comme chef de canton de Bobo-Dioulasso en 1915 continue un siècle plus tard de partager l'opinion : certains Bobolais le considèrent comme un libérateur qui se serait opposé à trois puissants seigneurs de guerre Zara qui exploitaient les Bobo ; d'autres au contraire sont d'avis qu'il était aussi oppresseur que les autres (Sanon 1991, Sanou 1994 : 120, Sanon 2006 ; interview d'Ali Moulaye, 25.9.2008). Sous l'influence des missionnaires catholiques, les Bobo, qui étaient autrefois en majorité agriculteurs et non-musulmans, commencèrent à partir des années 1920 à former une élite culturelle

10. Fourchard a livré en 2001 une histoire détaillée du développement de Bobo-Dioulasso à l'époque coloniale. Pour la conquête de Bobo-Dioulasso voir aussi Kambou-Ferrand 1993.

11. La ville de Bobo-Dioulasso représentait une exception à l'intérieur du *Cercle de Bobo-Dioulasso*, dans la mesure où elle formait un canton autonome sous le contrôle d'une maison de guerre Zara. Mais ce statut particulier n'empêcha pourtant pas le remplacement de son chef de canton en 1915.

12. Selon certaines informations, celui-ci serait descendant d'une autre maison de guerre Zara que l'ancien *chef de canton*. Selon d'autres sources, ses enfants auraient été les premiers de son lignage à « devenir Zara » après s'être convertis à l'islam.

moderne¹³. Aujourd'hui, celle-ci refuse les prétentions au pouvoir aussi bien des Zara que des Ouattara. Depuis l'indépendance, ces deux groupes ne jouent plus de rôle politique majeur à Bobo-Dioulasso, même si le chef de canton et le chef coutumier des Zara continuent d'exercer une certaine influence.

Entre 1932 et 1947, l'ouest de l'actuel Burkina Faso, y compris Bobo-Dioulasso, faisait partie de l'unité administrative coloniale de la Haute-Côte d'Ivoire, ce qui était un moyen de forcer la migration économique des « voltaïques » dans les plantages et les villes de Côte d'Ivoire. À l'époque coloniale, de nombreux bâtiments furent construits dans le style « néo-soudanais » qui marque encore la ville de son caractère. En 1934, la ligne de chemin de fer d'Abidjan rejoignit Bobo-Dioulasso. Dans les années 1940, Bobo-Dioulasso était la seconde ville d'Afrique de l'Ouest après Dakar et l'une des plus grandes garnisons de l'AOF. Elle avait une industrie, était un lieu de transbordement des produits agricoles de l'arrière-pays et faisait office de « tourniquet » pour les recrues (Giray-Şaul 1989 : 24). « Bobo-Dioulasso était en 1945 le seul marché du travail de la Haute-Côte d'Ivoire et comptait plus de 4 000 manœuvres et ouvriers spécialisés, sans compter plusieurs centaines de fonctionnaires » (Fourchard 2001 : 328). Entre 1931 et 1936, Ouagadougou était seulement la troisième ville du pays derrière Bobo-Dioulasso et Koudougou. À partir de la Seconde Guerre mondiale, Bobo-Dioulasso devint le théâtre d'activités politiques anticoloniales sous l'influence du Rassemblement Démocratique Africain (RDA). Le retour des anciens combattants renforça particulièrement ce mouvement (Reinwald 2005 : 293-349).

Laurent Fourchard analyse (dans cet ouvrage) la création d'« espaces politiques » sous l'empire colonial. Il montre comment une certaine « sociabilité politique » s'instaura dans les cours des notables. Les cours servaient de lieux de réunions pour les groupes d'intérêt et les associations qui formaient un lien entre les élites culturelles urbaines et la population paysanne. Les cours pouvaient servir à mobiliser la population pour les partis, les syndicats ou les

13. Cette évolution est liée au refus de l'islam perçu comme la religion des dominateurs (Sanou 1991: 108). Dans les récits de voyage fictionnalisés de Saint-Peul et de Sikasso (2008), cette élite culturelle catholique est appelée la « connexion bobo-catho ».

mouvements anticoloniaux. À Bobo-Dioulasso, les grandes cours appartenaient surtout à de riches commerçants ou à des fonctionnaires administratifs des colonies françaises avoisinantes. Les cours offraient un espace d'« apprentissage politique ». À Bobo-Dioulasso, elles jouèrent un rôle déterminant dans la consolidation du RDA.

À Bobo-Dioulasso comme ailleurs, les idéologies coloniales entraînent une ségrégation des Européens et des Africains et une restriction de la mobilité géographique et sociale de ces derniers. Les ressentiments anticoloniaux qu'elles suscitèrent explosèrent dans des circonstances dramatiques. Le 3 août 1941, 25 fanatiques musulmans attaquèrent des clients européens de l'Hôtel Dalet, tuant plusieurs personnes. Les auteurs de l'attentat provenaient de l'entourage de deux soldats africains qui ne s'étaient pourtant convertis à l'islam que peu de temps auparavant¹⁴. Boubakar Sawadogo, le fondateur d'une branche de l'Hamalliyya¹⁵ en Haute-Volta, fut soupçonné d'avoir commandité l'attentat. Alors qu'il n'existait aucune preuve tangible de la participation de l'Hamalliyya – celle-ci n'ayant même pas de représentants à Bobo-Dioulasso à cette époque, Sawadogo et un grand nombre de ses adeptes furent arrêtés. Le 5 août 1941, 18 personnes furent condamnées à mort par un tribunal militaire. Plusieurs d'entre elles furent déportées dans différents lieux de l'AOF. Parmi elles se trouvaient Boubakar Sawadogo et Adama Sanou, le chef de canton alors en exercice à Bobo-Dioulasso.

Sous la domination coloniale, Bobo-Dioulasso devint un important centre industriel. Mais l'étiquette de « capitale économique » pourrait faire oublier que la ville était également un important centre de recherche et de formation médicale pour toute l'Afrique Occidentale Française. C'est de Bobo-Dioulasso que des efforts déterminants ont été faits dans la lutte contre la trypanosomiase, la tréponématose et l'onchocercose (Banhero dans ce volume).

14. Aucun des agresseurs n'était originaire de Bobo-Dioulasso (Traoré 2005).

15. L'Hamalliyya est une branche de l'ordre soufi Tijaniyya fondée par Hamallah b. Muhammad al-Tishiti (1883-1943), originaire de Nioro dans l'actuel Mali. À propos de l'Hamalliyya au Burkina Faso, v. Savadogo (1995).

En 1947, la Haute-Volta a été reconstituée dans ses frontières de 1932 avec Ouagadougou comme siège de l'administration¹⁶. À l'occasion du 50^e anniversaire de l'Indépendance, le président Compaoré a souligné qu'avant même 1960 – l'année de naissance de l'État national –, 1947 avait représenté un moment crucial pour l'émergence d'un sentiment national car c'est dans la lutte pour le rétablissement des territoires de la Haute-Volta que se serait manifesté « le désir de vivre ensemble » (Haberecht dans ce volume).

En 1960, la Haute-Volta a accédé à l'indépendance. Ouagadougou en est devenu la capitale car la reconstitution de la Haute-Volta en 1947 avait été réalisée entre autres sous la pression des élites Mossi – l'autre motif étant de limiter l'influence du RDA, qui était particulièrement fort à Bobo-Dioulasso. Depuis 1960, la ville connaît une forte croissance, aussi bien physique que démographique. En 2006, on recensait 435 543 habitants. Bobo-Dioulasso est la seule ville au Burkina Faso qui a une histoire continuée comme municipalité autogérée depuis les années 1920 (Grütjen 2012 : 228).

Bobo-Dioulasso à présent

Aujourd'hui, Bobo-Dioulasso est la seconde ville du Burkina Faso et un grand centre commercial, industriel et touristique. En dépit du tracé colonial des frontières nationales, la ville a maintenu des relations économiques et sociales étroites avec Sikasso (Mali) et Korhogo (Côte d'Ivoire), d'où la création de l'acronyme SKBo (Cissé et Labazée dans cet ouvrage). Bobo-Dioulasso se divise en trois arrondissements (Dafra, Do, Konsa) qui ont chacun leur maire. La ville est composée de 25 secteurs. En dehors de la ville de Bobo-Dioulasso, la commune de Bobo-Dioulasso englobe depuis 2004 35 villages qui faisaient auparavant partie du département du même nom (Commune de Bobo-Dioulasso 2007). À partir des élections municipales en 2012, la ville aura sept arrondisse-

16. Contrairement à un avis répandu au Burkina Faso, Bobo-Dioulasso n'a jamais été « l'ancienne capitale ». La ville était le siège de certaines administrations et il y avait une Délégation du Gouverneur de la Haute-Volta créée en 1955 (Grütjen 2011 : 188).

ments. La répartition des revenus y varie autant que dans d'autres villes. Une grande partie de la population travaille dans le secteur dit informel (Labazée et Roth dans ce volume). Les crises économiques qui sévissent depuis les années 1990 et la guerre civile qui a déchiré la Côte d'Ivoire de 2002 à 2007 ont obligé de nombreuses usines à fermer et ont interrompu la liaison ferroviaire avec Abidjan, ce qui a eu en ville un effet défavorable sur de nombreuses activités économiques¹⁷. L'opinion générale selon laquelle les hommes politiques de la capitale Ouagadougou « négligeraient » Bobo-Dioulasso est en contradiction avec le fait que le parti au gouvernement dirige la municipalité et que des différences et des conflits à l'intérieur même de ce parti se répercutent sur la politique locale (Hagberg dans ce volume).

Conséquence de la décentralisation, les maires et les conseils municipaux sont élus depuis 1995 démocratiquement. Mais comme c'est le cas ailleurs, ce changement n'a pas forcément conduit à améliorer l'administration publique (cf. Werthmann et Schmitt 2008). S'appuyant sur une comparaison de Bobo-Dioulasso et de Korhogo (Côte d'Ivoire), Fauré et Labazée (Fauré et Labazée 2002b : 529) en arrivent à un constat plutôt critique : « Le niveau des prélèvements réalisés au profit des collectivités territoriales sur les activités économiques urbaines, l'absence de circuits institutionnalisés de représentation et de négociation entre les différentes parties, l'inexistence de compromis sur l'avenir des villes indiquent les faiblesses d'une décentralisation encore peu en phase avec les forces vives des cités ». Les résultats du programme ECOLOC, dans le cadre duquel Fauré et Labazée ont été mené leurs recherches en 2002, ont servi de base à un Projet de plan de développement communal (Commune de Bobo-Dioulasso 2007) qui a pour objectif de réduire les manques évoqués ici.

Comme d'autres villes africaines, Bobo-Dioulasso est composée de milieux hétérogènes qui se démarquent en partie les uns des autres. En dépit des profondes mutations de la ville à l'époque coloniale et postcoloniale, les habitants de certains vieux quartiers

17. D'un autre côté, la guerre en Côte d'Ivoire et le « retour » de nombreux descendants de migrants burkinabè de Côte d'Ivoire (« Diaspos ») à Bobo-Dioulasso ont libéré de nouvelles ressources et activités qui restent à étudier.

continuent de percevoir leurs lieux de vie comme des « villages »¹⁸, ce qui s'exprime notamment dans les querelles sur le statut de « primo-arrivants », certaines formes de représentation politique (« chefferie traditionnelle »), l'attachement aux traditions (fêtes religieuses, danses des masques, fêtes funéraires) et les modes de régulation des conflits (p. ex. la médiation des parents à plaisanterie, des griots ou des forgerons). Depuis l'ère coloniale, de nombreux habitants de ces anciens quartiers se sentent acculés, réduits à une minorité par l'arrivée massive d'immigrants et trouvent que leurs intérêts ne sont pas représentés dans les commissions administratives municipales modernes¹⁹. D'un autre côté, la désignation collective de « Bobolais » jouent un rôle important, aussi bien dans les médias que dans les conversations quotidiennes des citoyens. Les Bobolais se distinguent non seulement des Ouagalais, mais aussi des habitants d'autres villes d'Afrique de l'Ouest de langue mandé. Le dioula parlé à Bobo-Dioulasso – dont la forte expansion à l'époque coloniale était due avant tout à la présence de fonctionnaires et de soldats originaires du Soudan français (aujourd'hui Mali) – est étroitement lié au bambara/bamanankan, la langue nationale malienne, tout en comportant certaines particularités qui contribuent à la constitution d'une identité collective « bobolaise » (Sanogo dans ce volume).

Depuis la période coloniale, les processus de différenciation entre les habitants de la ville s'articulent également autour de leurs appartenances religieuses (religion locale, christianisme, islam) ou de leurs différences politiques à l'intérieur ou en dehors des partis. Bakary Traoré (dans ce volume) montre que l'appartenance à l'islam peut être tout autant un facteur d'intégration sociale que d'aggravation des conflits. À l'époque précoloniale, les musulmans

18. Ceci est également une conséquence de l'urbanisme colonial qui s'efforça d'isoler géographiquement les quartiers pour Européens, « semi-évolués » et « arriérés » (Fourchard 2001 : 72).

19. Bouju (2010 : 165) interprète l'indifférence des habitants des anciens quartiers pour les ordures et les eaux usées qui s'amoncellent dans la rue et sur les places publiques comme de la « méfiance vis-à-vis de la puissance publique considérée comme usurpatrice », un sentiment qui serait partagé par d'autres habitants : « La démobilisation des citoyens devant la saleté de la ville serait (...) la conséquence du pourrissement d'une administration municipale clientélisée à outrance » (167).

formaient un petit groupe d'érudits coraniques au milieu d'une population paysanne dont le plus grand nombre pratiquait les religions traditionnelles. Sous la domination coloniale, des transformations à la fois politiques, économiques et territoriales encouragèrent l'arrivée de musulmans venus d'autres colonies et une islamisation croissante de la région de Bobo-Dioulasso. Les musulmans implantés de longue date perdirent leur monopole sur l'éducation religieuse et sur l'imamat de la mosquée du vendredi. Les mosquées et les écoles coraniques se multiplièrent. Mais les rivalités et les clivages divisèrent aussi les musulmans récemment installés, ce qui se traduit aujourd'hui encore par des luttes entre groupes sociaux ou au sein des partis politiques.

La culture politique du Burkina Faso est empreinte de factionnalisme et de rivalités internes (Hilgers et Mazzochetti 2010). Au sein du Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP), le parti au pouvoir, différentes ailes et groupes d'intérêt rivalisent les uns avec les autres. À Bobo-Dioulasso, cette tendance était perceptible non seulement en 2001, quand la prise de fonction du nouveau maire s'est ponctuée de violents affrontements (Hagberg 2006, Sanou 2010, Werthmann 2011), mais aussi en 2008 à l'occasion de la fête nationale de la Journée de la Femme, quand les rivalités entre deux femmes politiques ont culminé dans deux fêtes parallèles organisées séparément. Sten Hagberg (dans cet ouvrage) analyse les différentes dimensions de ce conflit : lutte d'influence à l'intérieur du même parti, régionalisme, rivalités « ethniques » et conflit de générations.

Dans un contexte de précarité croissante, les conflits de générations et les discours moralisateurs sur la « bonne vie à mener » influent aussi sur la vie quotidienne de nombreux habitants de Bobo-Dioulasso. Liza Debevec (dans cet ouvrage) étudie la pratique quotidienne de l'islam par de jeunes musulmans que beaucoup d'habitants de Bobo-Dioulasso ont tendance à juger « nonislamique ». Ces jeunes vivent de petits boulots occasionnels comme guides ou vendeurs d'artisanat pour touristes et passent sinon le plus clair de leur temps assis au centre-ville à boire du thé et à fumer des cigarettes. Ces jeunes hommes soulignent leur appartenance à l'islam, même si ou justement parce que leur mode de vie est souvent méprisé par les autres. Selon eux, si leur pratique reli-

gieuse est moins orthodoxe ou ostentatoire, c'est plus pour des raisons pratiques que par manque de dévotion.

Les jeunes gens que Claudia Roth (dans cet ouvrage) a interviewés luttent eux et elles aussi pour leur reconnaissance en tant qu'adultes responsables. Le chômage et la paupérisation les empêchent souvent d'accomplir le pas décisif pour accéder au statut d'adulte, le mariage, ce qui aggrave leur exclusion sociale. Celle-ci accentue paradoxalement la nécessité de se marier au plus vite. L'alternative de l'union libre, présentée à l'extérieur comme un mariage régulier, est de plus en plus fréquente, du moins en ville. À la campagne, il reste impossible de masquer les rapports familiaux réels.

Conclusion

Dans le langage courant, l'« identité urbaine » peut signifier deux choses : aussi bien l'identité d'une ville (ce qui la rend unique) que l'identification des habitants avec leur ville. Bobo-Dioulasso se distingue essentiellement de Ouagadougou par le fait qu'à bien des égards (économique, linguistique, culturel), elle s'oriente plutôt vers les régions de langue mandé des pays voisins que vers le centre du Burkina Faso à majorité moréphone. De nombreux habitants de Bobo-Dioulasso entretiennent des relations de parenté ou de commerce avec des villes du Mali, de la Côte d'Ivoire ou de la Guinée-Conakry. Dans beaucoup de fêtes de mariages, la mode et la musique de Bamako donnent le ton. Cette orientation vers l'Afrique de l'Ouest de langue mandé contribue à créer une atmosphère caractéristique.

En revanche, la précarité des soins médicaux de base et des contrats de travail, les contrastes appuyés entre les différents modes de vie, l'ethnisation des conflits politiques, l'évolution du rapport entre les sexes ou le renversement du contrat intergénérationnel ne sont pas spécifiques à Bobo-Dioulasso : on peut en effet les observer sous des formes similaires dans de nombreuses villes d'Afrique. Cela dit, si Bobo-Dioulasso est confrontée aux mêmes types de défis et de problèmes que d'autres métropoles africaines, la coexistence de différentes ethnies, nationalités, religions, classes sociales et styles de vie y est encore essentiellement perméable et

pacifique. Les différences sociales et culturelles sont abordées ouvertement dans la vie quotidienne, que ce soit au sujet des relations de mariage, de parentés à plaisanterie, d'appartenances religieuses ou d'alliances politiques. Mais les habitants font tout aussi souvent référence à des collectivités plus larges ou à des « communautés imaginaires », comme celle des « Bobolais » ou des « Burkinabè ».

Comme le montrent les chapitres de cet ouvrage, « urbanité » et « appartenance » sont les résultats instables et intimement liés de processus contradictoires d'identification collective de soi et de l'autre. L'individu gagne en urbanité en s'adaptant à des modes de vie « modernes », « occidentaux ». Ceux-ci s'accompagnent typiquement d'une plus grande autonomie individuelle. Mais ils peuvent aussi générer des problèmes d'anonymat et d'isolement. D'un autre côté, la lutte pour obtenir la reconnaissance et les ressources dans l'espace urbain peut favoriser une revitalisation des modèles communautaires « traditionnels » ou alternatifs qui amène l'individu à se définir en priorité comme faisant partie d'une certaine unité sociale (« autochtones », « chefferie », « communauté musulmane »), à minimiser d'autres formes d'appartenance (sexe, classe sociale, profession) ou encore à remettre en question l'appartenance d'autres habitants de la ville.

L'identification avec une ville ou la définition de soi en tant que citoyen peut contribuer à l'identification avec l'État national et par conséquent à la constitution de la nation et à la formation d'une citoyenneté (cf. Sebahara et Sindogo 2004). Mais une telle identification peut tout autant favoriser des processus contribuant à l'inverse à une ségrégation sociale ou politique. L'exemple de Bobo-Dioulasso montre que de tels processus ont souvent lieu en même temps et qu'ils peuvent se croiser chez un même individu. C'est pourquoi la formation d'une « identité urbaine » est un processus ambivalent au scénario incertain.

Bibliographie

Anderson, B.R., 1983, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. 1st ed. London, Verso.

- Bantenga, M.W., 2004, « Production et vente de bière traditionnelle à Bobo-Dioulasso : de la résistance à l'ancrage ». *Quaderni del Dipartimento di Geografia*, 185-202.
- Barro, S., *L'histoire de Samory et l'histoire de la révolte de 1941*, audiocassette, transcription et traduction du jula.
- Berking, H. et Löw, M., éd. , 2008, *Die Eigenlogik der Städte: Neue Wege für die Stadtforschung*. Frankfurt [u.a.], Campus.
- Bohmer, C., 1978, « Community values, domestic tranquility, and customary law in Upper Volta ». *The Journal of Modern African Studies*, 16 (2), 295-310.
- 1980, « Modernization, divorce and the status of women : le Tribunal Coutumier in Bobojulasso ». *African Studies Review*, 23 (2), 81-90.
- Bosch, E., 1983, *Marktvrouwen van Bobo : het leven en werk van handelaarsters in de stad Bobo-Dioulasso in Boven-Volta*. Leiden, Rijksuniversiteit.
- Bouju, J., 2008, « Urban dwellers, politicians and dirt. An anthropology of sanitation in Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) », dans : G. Blundo and P.-Y. Le Meur, éd., *The Governance of Daily Life in Africa: Ethnographic Explorations of Public and Collective Services*. Leiden [u.a.], Brill, 143-170.
- 2010, « La leçon des ordures. Ou l'affrontement politique entre une municipalité 'sourde' et des citoyens 'muets' (Bobo-Dioulasso) », dans : M. Hilgers et J. Mazzochetti, éd., *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : Le cas du Burkina Faso*. Paris, Karthala, 151-173.
- Bouju, J. et al., 2004, « *Les incivilités de la société civile* » : *Espace public urbain, société civile et gouvernance communale à Bobo-Dioulasso et Bamako (Communes 1 et 2)*. Ministère des Affaires étrangères/UNESCO.
- Bravmann, R.A., 1975, « An Urban Way of Death ». *African Arts*, 8 (3), 42-47, 62-64, 90.
- 1977, "Gyinna-Gyinna : Making the Djinn Manifest". *African Arts*, 10 (3), 46-52+87.
- Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale, éd., 1995, *Ma commune et moi : Comment participer à la vie de ma commune ? Bobo-Dioulasso*.

- Ciré Bâ, B., 1930, « Esquisse historique sur les Bobo et les Bobo-Dioula ». *Bulletin de l'Enseignement de l'AOF*, 71 (janvier-mars).
- Commune de Bobo-Dioulasso, 2007, *Projet de plan de développement communal (PDC)*.
- Compaoré, G., 1993, « Analyse comparative et spécificités de six villes secondaires du Burkina Faso ». *Espaces tropicaux* (10), 11-30.
- Debevec, L., « The meaning of African and “White man’s” food at Muslim and civil wedding celebrations in urban Burkina Faso ». *Anthropology of food* [Online], S3 | December 2007, Online since 21 March 2008, connection on 13 September 2012. URL : <http://aof.revues.org/2572>.
- Dévérin-Kouanda, Y., 1997, « From the rural compound to the urban plot. Changes in the architecture and the functions of dwellings in Mossi country in Burkina Faso », dans : J. Baker, éd. *Rural-Urban Dynamics in Francophone Africa*. Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 165-191.
- Drabo, I.I., 1993, « Influence des styles de l’habitat traditionnel burkinabè sur l’urbanisme moderne de Ouagadougou », dans : Association « Découvertes du Burkina », éd. *Découvertes du Burkina 2: Annales des conférences organisées par le Centre Culturel Français George Méliès de Ouagadougou – 1992-1993*. Paris/Ouagadougou, Sépia/ADDDB, 185-213.
- Fauré, Y.A. et Labazée, P., éd. , 2002a, *Socioéconomie des villes africaines : Bobo et Korhogo dans les défis de la décentralisation*. Paris, IRD/Karthala.
- 2002b, « Conclusion générale », dans : Y.A. Fauré and P. Labazée, éd. *Socioéconomie des villes africaines: Bobo et Korhogo dans les défis de la décentralisation*. Paris, IRD/Karthala, 525-532.
- Fourchard, L., 2001, *De la ville coloniale à la cour africaine : Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIX^e siècle-1960*. Paris, L’Harmattan.
- 2003a, « De la résidence lignagère à la rente immobilière : cours et compounds en Afrique Occidentale Française et au Nigéria, fin XIX^e siècle-1960 ». *Association Le Mouvement Social | Le Mouvement Social*, 3 (204), 47-64.

- 2003b, « Propriétaires et commerçants africains à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIX^e siècle–1960 ». *Journal of African History*, 44 (3), 433-462.
- Fournet, F., Meunier-Nikiema, A. et Salem, G., éd. , 2008, *Ouagadougou 1850-2004: Une urbanisation différenciée*. Marseille, IRD.
- Freidberg, S., 1995, « Tradeswomen and businessmen : The social relations of contract gardening in southwestern Burkina Faso ». *Journal of African Rural and Urban Studies*, 3 (3).
- 1997, « Contacts, contracts and green bean schemes : liberalisation and agro-entrepreneurship in contemporary Burkina Faso ». *Journal of Modern African Studies*, 35 (1), 101-128.
- 2001, « Gardening on the edge : The social conditions of unsustainability on an African urban periphery ». *Annals of the Association of American Geographers*, 91 (2), 349-369.
- 2003, « French beans for the masses : a modern historical geography of food in Burkina Faso ». *Journal of Historical Geography*, 29 (3), 445-463.
- Ganne, B., 1986, « Le foncier et l'urbain. Le cas d'une ville moyenne sahélienne : Ouahigouya (Haute Volta) », dans : B. Crousse, E. Le Bris, E. Le Roy, éd. *Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales*. Paris, Karthala, 145-162.
- Ganne, B. et Ouédraogo, M., 1997, « 'Local', 'politique' et 'territoire' : essai d'économie politique autour d'une ville moyenne : l'évolution de Ouahigouya au Burkina Faso », dans : M. Bertrand and A. Dubresson, éd. *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*. Paris, Karthala, 221-240.
- Gensler, M., 2004, « Parzellierung und Geschichte. Zugang zu und Kontrolle von Bauland in einer westafrikanischen Kleinstadt (Diébougou, Burkina Faso) ». *Paideuma* (50), 127-150.
- Geschiere, P., 2009, *The Perils of Belonging: Autochthony, Citizenship, and Exclusion in Africa and Europe*. Chicago et.al., University of Chicago Press.
- Giray, E., 1996, *Nsiirin! Nsiirin! Jula folktales from West Africa*. East Lansing, Michigan State University Press.
- Giray-Şaul, E., 1989, *Jula narratives in Bobo-Dioulasso: Continuity, re-creation, and transcultural communication (Burkina Faso)*.

- Goislard, C., 1997, « Esquisse d'une gestion foncière plurale : Banfora (Burkina Faso) », dans : M. Bertrand, A. Dubresson, éd. *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*. Paris, Karthala, 163-177.
- Haberecht, S. et Lentz, C., 2011, « Burkina Faso », dans : C. Lentz, éd. *Afrika@50 : Vor-Ort-Berichte von den Unabhängigkeits-jubiläen in Kamerun, Madagaskar, DR Kongo, Benin, Elfenbeinküste, Gabun, Mali, Nigeria und Burkina Faso*. Mainz, 105-120.
- Hagberg, S., 2006, « The Politics of Joking Relationships in Burkina Faso ». *Zeitschrift für Ethnologie*, 131 (2), 197-214.
- Heine, B. et Nurse, D., 2000, *African Languages : An Introduction*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Hilgers, M., 2009, *Une ethnographie à l'échelle de la ville : Urbanité, histoire et reconnaissance à Koudougou (Burkina Faso)*. Paris, Karthala.
- 2010, « Identité collective et lutte pour la reconaissance : les révoltes à Koudougou lors de l'Affaire Zongo », dans : M. Hilgers et J. Mazzochetti, éd. *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : Le cas du Burkina Faso*. Paris, Karthala, 175-193.
- 2011, « L'autochtonie comme capital : appartenance et citoyenneté dans l'Afrique urbaine ». *Social Anthropology*, 19 (2), 143-158.
- Hilgers, M. et Mazzochetti, J., éd. , 2010, *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : Le cas du Burkina Faso*. Paris, Karthala.
- Hunter, A., 1974, *Symbolic communities : The Persistence and Change of Chicago's Local Communities*. Chicago [u.a.], Chicago University Press.
- Jaglin, S., 1995, *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou : Pouvoirs et périphéries (1983-1991)*. Paris, Karthala.
- Kambou-Ferrand, J.-M., 1993, *Peuples voltaïques et conquête coloniale 1885-1914, Burkina-Faso*. Paris: L'Harmattan.
- Kastenholz, R., 2001, « Mande », dans : J.E. Mabe, éd. *Das Afrika Lexikon*. Wuppertal/Weimar, Peter Hammer/J.B. Metzler, 376.
- Keita, A., 1990, *Esquisse d'une analyse ethno-sémiologique du jula vernacularisé de Bobo-Dioulasso*. Thèse pour le doctorat, Université de Nice.

- Kiéthéga, J.-B., 1993, « La mise en place des peuples du Burkina Faso », dans : Association « Découvertes du Burkina », éd. *Découvertes du Burkina 1: Annales des Conférences organisées par le Centre Culturel Français Georges Méliès de Ouagadougou - 1991-1992*. Paris/Ouagadougou, Sépia/ADDDB, 9-29.
- Kodjo, G.N., 2006, *Le royaume de Kong (Côte d'Ivoire): des origines à la fin du XIX^e siècle*. Paris, L'Harmattan.
- Laurent, P.-J. et al., éd., 2004, *Décentralisation et citoyenneté au Burkina Faso : Le cas de Ziniaré*. Louvain-La-Neuve [u.a.], Bruylant-Academia [u.a.].
- Le Moal, G., 1960, « Note sur les populations "Bobo" ». *Études Voltaïques* (1), 5-17.
- 1999, *Les Bobo : nature et fonction des masques*. Tervuren, België, Koninklijk Museum voor Midden-Afrika.
- éd., 1967, *Colloque sur les cultures voltaïques* : Sonchamp, 6-8 décembre 1965.
- Lentz, C., 2003, « 'Premiers arrivés' et 'nouveaux venus'. Discours sur l'autochtonie dans la savane ouest-africaine », dans : R. Kuba, C. Lentz et C. N. Somda (éd.), *Histoire du peuplement et relations interethniques au Burkina Faso*. Paris, Karthala, 113-134.
- Mazzocchetti, J., 2009, *Être étudiant à Ouagadougou : Itinérances, imaginaire et précarité*. Paris, Karthala.
- Otayek, R., éd., 1999, *Dieu dans la cité : Dynamiques religieuses en milieu urbain ouagalais*. Talence, Centre d'Étude d'Afrique Noire.
- Ouédraogo, J.-B., 1995, « The Girls of Nyovuuru. Dagara Female Labour Migrations to Bobo-Dioulasso », dans : J. Baker, éd. *The Migration Experience in Africa*. Uppsala, Nordiska Afrika-institutet, 303-320.
- 1997a, « Appartenances sociales et captivité urbaine : une crise urbaine à Banfora au Burkina Faso ». *Cahiers du CERLESHS* (14), 47-60.
- 1997b, « Dori – a Town in the Sahel. Social Identities and Urbanity », dans : J. Baker, éd. *Rural-Urban Dynamics in Francophone Africa*. Uppsala, Nordiska Afrika-institutet, 130-149.
- Ouédraogo, M.-M., 1991, « The development and function of small towns in Burkina Faso ». *African Urban Quarterly* (6, 3-4), 211-215.

- Person, Y., 1984, « The Atlantic coast and the southern savannahs, 1800-1880 », dans : J. Ade Ajayi and M. Crowder, éd. *History of West Africa*. Harlow : Longman, 262-307.
- Quimby, L.G., 1972, *Transformations of belief : Islam among the Dyula of Kongbougou from 1880 to 1970*. Milwaukee.
- 1979, « Islam, Sex Roles and Modernization in Bobo-Dioulasso », dans : Jules-Rosette, Bennetta, éd. *The New Religions of Africa*. Norwood : Ablex Publishing Corporation, 203-218.
- Reinwald, B., 2005, *Reisen durch den Krieg : Erfahrungen und Lebensstrategien westafrikanischer Weltkriegsveteranen*. Berlin, Klaus Schwarz.
- 2007, « Citadins au futur ? L’insertion des anciens combattants dans l’espace urbain de Bobo-Dioulasso », dans : J.-L. Vellut, éd. *Villes d’Afrique : Explorations en histoire urbaine*. Paris, L’Harmattan, 179-199.
- Roost Vischer, L., 1997, *Mütter zwischen Herd und Markt : Das Verhältnis von Mutterschaft, sozialer Elternschaft und Frauenarbeit bei den Moose (Mossi) in Ouagadougou/Burkina Faso*. Basel, Wepf.
- Roth, C., 1996, *La séparation des sexes chez les Zara au Burkina-Faso*. Paris, L’Harmattan.
- « Threatening Dependency : Limits of Social Security, Old Age and Gender in Urban Burkina Faso »/ « Dépendance menaçante : Limites de la sécurité sociale, vieillesse et genre en milieu urbain burkinabè », dans : W. de Jong et al., éd. *Ageing in Insecurity / Vieillir dans l’insécurité : Case Studies on Social Security and Gender in India and Burkina Faso / Sécurité sociale et genre en Inde et au Burkina Faso*. Münster, LIT, 107-137, 289-322.
- « ‘Tu ne peux pas rejeter ton enfant !’. Contrat entre les générations, sécurité sociale et vieillesse en milieu urbain burkinabè ». *Cahiers d’Études africaines*, XLVII (1) (185), 93-116.
- « ‘Shameful!’ The inverted intergenerational contract in Bobo-Dioulasso, Burkina Faso ». *Generations in Africa*, 47-69.
- « Les relations intergénérationnelles sous pression au Burkina Faso ». *Autrepart* (53), 95-110.
- Saint-Peul, A. et Sikasso, G.M. de, 2008, *Voyage au pays des Bobo (Burkina Faso, début du XXI^e siècle)*. Paris, Cartouche.

- Sanogo, L., 2000, « À propos du jula à Bobo-Dioulasso ». *Cahiers du CERLESHS, Université de Ouagadougou* (2nd numéro spécial), 73-83.
- Sanon, S., 1994, *Bobo-Dioulasso : Dictionnaire historique des rues de la vieille ville*. Bobo-Dioulasso, Imprimerie de la Savane.
- Sanon, S.B., 1962, *Sya. « Nous n'avons jamais été soumis à personne »: Une anthologie historique de Sya (Bobo-Dioulasso). Sidiki Baré Sanou, chef des Bobo, quartier Sya, nous parle de ses ancêtres (par Sanon Sitafa son fils et le Père Chagnac)*.
- Sanon, S.M., n. d., *Aperçu historique sur Bobo-Dioulasso*.
- 1973, *Bobo-Dioulasso ou Sia : République de Haute-Volta. Jumelage-coopération, Bobo-Dioulasso—Châlons-sur-Marne*. Bobo-Dioulasso, Imprimerie de la Savane.
- Sanou, A., 2010, « La révolte des autochtones bobo contre les autorités municipales », dans : M. Hilgers and J. Mazzochetti, éd. *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : Le cas du Burkina Faso*. Paris, Karthala, 119-132.
- Sanou, D.B., 1991, *La pénétration coloniale et l'évolution de la société Madarè : les relations entre les Bobo et les Zara dans l'ex-canton de Sia (1897-1947)*. Mémoire de maîtrise. Université de Ouagadougou.
- 1994, *L'émancipation des femmes Madarè : L'impact du projet administratif et missionnaire sur une société africaine, 1900-1960*. Leiden [u.a.], Brill.
- 1996, *Commune de Bobo-Dioulasso : Les racines du futur*. Bobo-Dioulasso, CAD.
- *Promotion culturelle à Bobo-Dioulasso : Proposition d'une méthode dans un contexte de décentralisation*. Ouagadougou, Éditions Découvertes du Burkina.
- Sanou, D.B. et Sanou, A., 1994, *Odonymes et noms de places de Bobo-Dioulasso : La mémoire collective à Sia, source d'inspiration, à travers les rues et places, 1927-1993*. Bobo-Dioulasso Burkina Faso, Centre africain de recherche pour une pratique culturelle du développement.
- Sanou, J.F.D., 2001, « À propos d'un toponyme Bobo : Sya (Bobo-Dioulasso) ». *Berichte des Sonderforschungsbereiches 268* (14), 385-394.

- Şaul, M., 1998, « The War Houses of the Watara in West Africa ». *The International Journal of African Historical Studies*, 31 (3), 537-570.
- 2003, « Les maisons de guerre des Watara dans l'ouest burkinabè précolonial », dans : Y.G. Madiéga et Oumarou Nao, éd. *Burkina Faso. Cent ans d'histoire 1895-1995*. Paris, Karthala, 381-417.
- Şaul, M. et Royer, P., 2001, *West African Challenge to Empire : Culture and History in the Volta-Bani Anticolonial War*. Athens, Ohio University Press [u.a.].
- Savadogo, B., 1995, « L'Islam confrérique au Burkina Faso. La Tidjaniyya Hamawiyya au Moogo central ». *Islam et sociétés au sud du Sahara* (10), 7-23.
- SHADYC-GRIL, 2002, *Une anthropologie politique de la fange : Conceptions culturelles, pratiques sociales et enjeux institutionnels de la propreté urbaine à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)*, Programme de recherche « Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain ». Action de recherche 4 : SHADYC-Marseille/GRIL-Ouagadougou.
- Skinner, E.P., 1974, *African Urban Life : The Transformation of Ouagadougou*. Princeton, University Press.
- Tanden Diarra, J., 2007, *Et si l'ethnie Bo n'existait pas ? Lignages, clans, identité ethnique et sociétés de frontières*. Paris, L'Harmattan.
- Tiendrebeogo, A., 1979, *Bobo-Dioulasso à la veille de l'arrivée des Français*. Mémoire de maîtrise. Université de Ouagadougou.
- Traoré, B., 1984, *Le processus d'islamisation à Bobo-Dioulasso jusqu'à la fin du XIX^e siècle*. Mémoire de maîtrise. Université de Ouagadougou.
- 1996, *Histoire sociale d'un groupe marchande : Les Jula du Burkina Faso*. Thèse de doctorat. Université Paris I.
- 2005, « Islam et politique à Bobo-Dioulasso de 1940 à 2002 », dans : M. Gomez-Perez, éd. *L'Islam politique au sud du Sahara : identités, discours et enjeux*. Paris, Karthala, 417-447.
- 2007, « Toponymie et histoire dans l'ouest du Burkina Faso ». *Journal des Africanistes*, 77 (1), 75-111.
- Traore, S., 2005, *Mariage et célibat à Ouagadougou*. Paris, L'Harmattan.

- van Dijk, M.P., 1985, *Le secteur informel de Ouagadougou*. Paris, L'Harmattan.
- van Wettere-Verhasselt, Y., 1969, « Bobo-Dioulasso : le développement d'une ville d'Afrique occidentale ». *Les cahiers d'outre-mer*, 22 (85), 88-94.
- Werthmann, K., 2008, « Islam on both sides : religion and locality in western Burkina Faso », dans : S. Schielke and G. Stauth, éd. *Dimensions of Locality: The Making and Remaking of Islamic Saints and their Places*. Bielefeld, transcript, 125-148.
- 2011, « Die Dyula in Burkina Faso : von vorkolonialer Elite zu ethnopolitischem Verein », dans : N. Schareika, E. Spies et P.-Y. Le Meur, éd. *Auf dem Boden der Tatsachen. Festschrift für Thomas Bierschenk*. Köln, Rüdiger Köppe Verlag, 289-309.
- Werthmann, K., à paraître, « Transformations d'une élite musulmane en Afrique de l'Ouest : le cas des Dioula à Darsalamy (Burkina Faso) ». *Islam et sociétés au sud du Sahara*.
- éd., 2004, *Diébougou, une petite ville du Burkina Faso*. Mainz, Universität.
- Werthmann, K., Schmitt, G., éd., 2008, *Staatliche Herrschaft und kommunale Selbstverwaltung: Dezentralisierung in Kamerun*. Frankfurt/Main, Brandes & Apsel.
- Wilks, I., 1968, « The transmission of Islamic learning in the Western Sudan », dans : J. Goody, éd. *Literacy in Traditional Societies*. Cambridge, Cambridge University Press, 162-197.
- « The Jula and the Expansion of Islam into the Forest », dans : N. & R.L.P. Levtzion, éd. *The History of Islam in Africa*. Athens, Ohio University Press, 93-115.
- Wirth, L., 1938, « Urbanism as way of life ». *American Journal of Sociology* (44), 1-24.

Présentation des auteurs

BANHORO Yacouba

Historien, maître-assistant au Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université de Ouagadougou. Sa thèse de doctorat, intitulée *L'expansion du VIH/SIDA au Burkina Faso : perspective historique* (Münster, LIT) a été publiée en Allemagne en 2005. Il a ensuite publié cinq articles sur l'histoire des maladies et de la santé au Burkina Faso.

CISSE Chikouna

Historien, assistant au Département des Sciences historiques de l'Université de Cocody-Abidjan. Il a publié une série d'articles sur les migrations de travail et les réseaux marchands jula en Côte d'Ivoire pendant la période coloniale. Il travaille actuellement sur les mutations du monde jula en Côte d'Ivoire.

DEBEVEC Liza

Ethnologue, chercheur au Scientific Research Centre of the Slovenian Academy of Sciences and Arts à Ljubljana, Sloveinie. Elle a publié plusieurs articles consacrés à la vie quotidienne, aux pratiques alimentaires et à l'Islam à Bobo Dioulasso. Entre 2010 et 2012 elle a enseigné au Département de l'anthropologie sociale de l'université de Addis Ababa en Ethiopie.

FOURCHARD Laurent

Historien, chargé de recherche à la Fondation nationale des Sciences Politiques, Laboratoire les Afriques dans le monde, Sciences Po, Université de Bordeaux. Il travaille sur la ville, le politique et l'Etat au Burkina, au Nigeria et en Afrique du Sud. Il a publié notamment *De la cour africaine à la ville coloniale. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, Fin XIX^e siècle-1960* (Paris, L'Harmattan 2001).

HABERECHE Svenja

Doctorante en ethnologie à l'Université Johannes Gutenberg de Mayence (Allemagne). Elle fait des recherches sur la constitution et la mémoire de la nation dans le cadre du 50^e anniversaire de l'Indépendance du Burkina Faso.

HAGBERG Sten

Professeur en Anthropologie culturelle au Département d'Anthropologie culturelle et d'Ethnologie, université d'Uppsala, Suède. Il est le président de l'Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement (APAD). En plus des nombreux articles et chapitres publiés dans des revues et ouvrages collectifs, il est auteur de *Between Peace and Justice* (Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensis 1998) et *Poverty in Burkina Faso* (Uppsala, Uppsala University 2001). Il a aussi dirigé *Bonds and Boundaries in Northern Ghana and Southern Burkina Faso* (avec Alexis Tengan ; Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensis 2000).

LABAZÉE Pascal †

Socio-économiste et directeur de recherche à l'IRD, Pascal Labazée a travaillé dans divers pays d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine. Depuis le 1er janvier 2009 il était le représentant de l'IRD au Mexique. Il a rédigé ou codirigé une dizaine d'ouvrages sur les questions de développement urbain, d'emploi et d'entrepreneuriat, dont *Socioéconomie des villes africaines : Bobo et Korhogo dans les défis de la décentralisation* (avec Y. A. Fauré ; Paris, IRD/Karthala 2002). Il a également contribué à l'organisation de nombreux colloques et séminaires internationaux consacrés aux conditions et facteurs de croissance des pays en développement et émergents.

ROTH Claudia †

Ethnologue et enseignante-chercheur associée à l'Université de Berne. Depuis 1989, Claudia Roth a fait des recherches à Bobo-Dioulasso sur les relations de genre, le secteur informel, les relations intergénérationnelles, la sécurité sociale et la vieillesse. Elle a publié de nombreux articles, dont « Les relations intergénérationnelles sous pression au Burkina Faso », *Autrepart* 53 (2010): 95-110.

SANOGO Mamadou Lamine

Sociolinguiste, directeur de l'IN.S.S (Institut des Sciences des Sociétés) du C.N.R.S.T. (Centre National de la Recherche Scienti-

fique et Technologique), à Ouagadougou, Burkina Faso. Après une thèse intitulée « Langues nationales, langue véhiculaire et langue officielle : la problématique du dioula véhiculaire à Bobo-Dioulasso » en 1996, il a consacré de nombreux travaux de recherche aux différentes facettes de cette langue. A travers une cinquantaine d'articles scientifiques et de publications diverses, il milite en faveur des langues nationales à travers les questions de recherche sur les politiques linguistiques et les langues d'éducation et de formation.

SANOU Alain

Ethnolinguiste, maître assistant au Département de Lettres Modernes de l'université de Ouagadougou. Il a publié plusieurs articles portant sur la société et la littérature orale bobo ainsi que sur les mutations contemporaines de la tradition, dont « La révolte des autochtones bobo contre les autorités municipales », in Mathieu Hilgers et Jacinthe Mazzochetti, *Révoltes et oppositions dans une démocratie semi autoritaire : le cas du Burkina Faso* (Paris, Karthala 2010).

ŞAUL Mahir est professeur d'anthropologie sociale à l'Université de l'Illinois (Urbana-Champaign, Etats-Unis). Il mène des recherches de terrain ethnographiques au Burkina Faso depuis plus de trente ans et a fait des séjours d'études anthropologiques et historiques dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest et dans les archives coloniales de Côte d'Ivoire et de France. Il a publié *West African Challenge to Empire: Culture and History in the Volta-Bani Anticolonial War* avec Patrique Royer (Athens/Oxford, Ohio/Currey 2001) et des dizaines d'articles dans des livres et les revues scientifiques américaines et françaises.

TRAORÉ Bakary

Historien et titulaire d'un doctorat unique de l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, soutenu en 1996 sous le titre *Histoire sociale d'un groupe marchand : les jula du Burkina Faso*. Il est actuellement chargé de recherche à l'IN.S.S (Institut des Sciences des Sociétés) du C.N.R.S.T. (Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique), à Ouagadougou, Burkina Faso, où il

s'intéresse aux dynamiques historiques et mutations institutionnelles des sociétés, et à l'histoire des religions et des faits culturels au Burkina. Il est l'auteur de plusieurs travaux scientifiques dont le plus récent est « A la recherche d'une voie africaine de la laïcité : islam et pluralisme religieux au Burkina » (dans *Islam et sociétés au sud du Sahara*, 2010).

WERTHMANN Katja

Ethnologue et professeur au Département des études africaines à l'université de Leipzig en Allemagne. Elle a fait des recherches au Burkina Faso, Cameroun et Nigeria sur des thèmes aussi différents que la vie quotidienne des femmes musulmanes ; les chercheurs d'or ; et la décentralisation. En dehors d'avoir publié de nombreux articles et chapitres, elle a co-édité un film documentaire et deux recueils, et elle est auteur de *Bitteres Gold. Bergbau, Land und Geld in Burkina Faso* (Köln, Köppe 2009).

Table des matières

1. Introduction : identités urbaines à Bobo-Dioulasso	7
Katja WERTHMANN	
2. Les foyers zara de Sia et de Tounouma à la fin du XIX^e siècle	43
Mahir ŞAUL	
3. Bobo-Dioulasso dans l'histoire ouest-africaine : de la révolution dioula de Kong à la fin de l'ère coloniale (1710-1960)	69
Chikouna CISSE	
4. L'islam à Bobo-Dioulasso : facteur d'intégration et enjeu des luttes d'influence de personnes et politiciens	83
Bakary TRAORE	
5. La cour des notables : naissance d'un espace politique (années 1920-1950)	109
Laurent FOURCHARD	
6. Bobo-Dioulasso et la lutte contre les grandes endémies en Afrique Occidentale Française	133
Yacouba BANHORO	
7. Emploi, revenus, statuts sociaux et réseaux de sociabilité dans les villes secondaires du Burkina Faso, du Mali et de la Côte d'Ivoire	163
Pascal LABAZEE	
8. Politique des partis, développement local et lutte de pouvoir des femmes à Bobo-Dioulasso	185
Sten HAGBERG	

9. En attendant notre <i>sababu</i> : discussions sur le travail, la vie et l’islam avec les jeunes hommes de Bobo-Dioulasso	211
Liza DEBEVEC	
10. Le mariage comme porte d’entrée : la lutte pour l’appartenance selon le genre et les générations à Bobo-Dioulasso	237
Claudia ROTH	
11. De l’identité bobolaise : le rôle du dioula véhiculaire	259
Mamadou Lamine SANOGO	
12. La reconquête patrimoniale de la ville de Bobo-Dioulasso par les autochtones	279
Alain SANOU	
13. Une ville devient la scène de la nation : Burkina Faso célèbre son Cinquantenaire à Bobo-Dioulasso	283
Svenja HABERECHE	
Présentation des auteurs	319

Toute étude sur l'urbanisation et l'urbanité doit tenir compte du fait qu'aucune ville ne ressemble à une autre. La capitale Ouagadougou et la seconde ville du Burkina Faso, Bobo-Dioulasso, se distinguent l'une de l'autre par leur histoire, leur composition démographique, leur urbanisme, leurs ressources économiques, leurs éléments socioculturels, etc. Leurs habitants s'identifient en tant que « Ouagalais » ou « Bobolais ». Mais qui sont exactement ces « Bobolais » ? Se caractériser soi-même comme Bobolais ou bien être caractérisé comme tel par d'autres est un élément d'identité urbaine.

Bobo-Dioulasso forme un point de jonction dans un réseau ancien de voies commerciales. Pendant la colonisation, la ville s'est transformée en important centre économique d'Afrique Occidentale Française. Au moment de son indépendance, elle était une métropole moderne qui attirait de nombreuses populations des pays avoisinants.

Depuis l'ère coloniale, administrateurs, missionnaires, voyageurs et autres observateurs ont mené des recherches dans la région de Bobo-Dioulasso. Si de nombreuses études ont déjà été réalisées ou consacrées à Bobo-Dioulasso dans diverses disciplines, jusqu'à présent elles faisaient rarement référence les unes aux autres. Cet ouvrage collectif sur Bobo-Dioulasso y remédie en réunissant les contributions d'ethnologues, d'historiens, de linguistes et d'économistes. Ces contributions se penchent sur la place historique et économique de Bobo-Dioulasso dans la région, sur les transformations coloniales et postcoloniales, ainsi que sur certaines catégories ou groupes sociaux. Elles montrent que l'urbanité et l'appartenance sont des processus dynamiques dans lesquels divers éléments sont déterminants selon la situation sociale ou historique.

Katja Werthmann est professeur au Département des Études africaines à l'Université de Leipzig (Allemagne).

Mamadou Lamine Sanogo est directeur de l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS) du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), à Ouagadougou.



ISBN : 978-2-8111-0798-7